

LE QUAI DE OUISTREHAM
Une veillée-lecture de l'Atelier Théâtre Riomois (ATR/Fal)
Lundi 14 mars à Riom (Forum-Rexy) à 20 h30

Comment vivre avec moins de 700 euros par mois ? Comment trouver un emploi quand on est quadragénaire et sans qualification particulière ? Comment des jeunes de vingt ans décident de se faire arracher toutes les dents faute de pouvoir se payer le dentiste ?

La réponse n'est pas dans la littérature, elle est dans la vie d'aujourd'hui et dans l'expérience qu'a menée Florence Aubenas pendant six mois, pratiquement incognito alors que son portrait avait été affiché dans toute les villes de France pendant qu'elle était otage en Irak.

Mais, dit-elle, "*je suis devenue blonde et je n'ai plus quitté mes lunettes*". C'est non sans humour et autodérision qu'elle nous raconte sa quête d'un travail qu'elle avait décidé d'abandonner le jour où on lui proposerait un CDI... "*Vous êtes plutôt le fond de la casserole Madame !*"

L'ATR a choisi cette année de célébrer la Journée Internationale des Femmes

lundi 14 mars à 20h30

par une lecture dialoguée et mise en espace du livre « Le Quai de Ouistreham ». C'est un hommage à la journaliste dont on sait les combats qu'elle mène sur tous les fronts de la justice et de la liberté⁽¹⁾ mais aussi hommage aux femmes qui apparaissent au fil des pages ainsi qu'à toutes les autres, celles qui sont victimes de discriminations à l'embauche, d'humiliations ou de violences (sait-on par exemple que de 2000 à 2006 les établissements pratiquant les IVG ont chuté de 729 à 639 en France et que la "croisade" continue ?)

L'ATR comme beaucoup de troupes de théâtre amateur compte un nombre important de femmes. C'est aussi pour elle qu'une lecture est organisée chaque année de même que c'est l'occasion de présenter un livre-culte et d'encourager le public à sa lecture ou à sa relecture. L'an dernier c'était la violence sourde de « *Syngué Sabour* » de l'auteur Afghan Atiq Rahimi, cette année le ton est différent mais la réalité n'en est pas moins tragique.

La lecture dure une heure. Elle est accompagnée de plages musicales.

Pour plus de renseignements téléphoner au **06 86 025 997**.

⁽¹⁾ Florence Aubenas est actuellement Présidente de l'Observatoire international des prisons (OIP). Voir "*Les Idées en mouvement*" N°186? page ci-après

Florence Aubenas : « C'est à la vie associative d'être le lieu des contre-pouvoirs ! »

Journaliste au Nouvel Observateur après l'avoir été à Libération, Florence Aubenas est l'auteure de plusieurs ouvrages dont *Le Quai de Ouistreham*⁽¹⁾ 1. Publié aux Éditions de l'Olivier en 2010 et récompensé par le Prix Joseph Kessel. Depuis janvier 2009, elle préside l'Observatoire international des prisons (OIP).



Les Idées en mouvement : Personne n'oublie qu'en 2005 vous avez été otage en Irak. Que peut-on dire sur le calvaire que subissent nos confrères Hervé Guesquière et Stéphane Taponnier en Afghanistan ?

Florence Aubenas : Pendant un an, les familles ont joué le jeu des directives du Quai d'Orsay. Elles n'ont rien dit qui ne puisse gêner les autorités. Mais à Noël, il a bien fallu se rendre à l'évidence : 365 jours après, rien n'avance. Sauf que l'opinion, elle, se mobilise. Et on s'inquiète.

Pouvez-vous nous dire quels sont les objectifs que poursuit l'Observatoire international des prisons, structure associative que vous présidez ?

Depuis mon expérience de femme de ménage à Caen 1, je suis frappée par la manière dont nous sommes, nous journalistes, conduits à traiter les faits. À Libé, certains s'en rappellent, nous accordions de la place aux « taulards » à travers les petites annonces. Nous étions une petite fenêtre sur ce monde-là. Ils s'exprimaient, nous leur parlions. Aujourd'hui, c'est fini. La parole des prisonniers est inexistante. Dans une cellule, quand un codétenu est maltraité et qu'il y a plainte, l'administrateur de la prison n'a pas à motiver sa sanction. À Lyon, par exemple, où l'on a construit le soi-disant pénitencier le plus moderne d'Europe, tout est fait pour que les détenus ne se parlent pas, ne se rencontrent pas. Les conséquences collatérales de leur solitude ne font qu'amplifier la violence. D'autant que des brigades d'interventions, dénommées Iris, créent une paranoïa permanente en sanctionnant à tour de bras si on ouvre la bouche. Personne ne cherche à comprendre que l'absence de parole est dramatique alors que la population carcérale ne fait que croître. C'est le travail de l'Observatoire que de veiller à faire respecter le droit des prisonniers et de dénoncer leurs atteintes. Nous sommes en quelque sorte l'« Amnesty international » des prisons.

Il n'y a aucun parlementaire pour tirer la sonnette d'alarme sur l'état des prisons en France ?

En réalité, il existe deux catégories de parlementaires : ceux qui ont pris le temps de visiter la prison de leur circonscription et les autres. Dans le premier cas, le choc est si rude que les députés ou les sénateurs concernés tentent d'améliorer les choses, mais cela ne dure pas. Curieusement, ce sont les sénateurs qui se révèlent les plus entreprenants, car moins soumis à la pression d'un électorat très rétif à se préoccuper des prisons. J'ai peur, dans cette paranoïa sécuritaire que nous vivons en France, que la démagogie dont sont capables les élus

⁽¹⁾ Cf. "Le Quai de Ouistreham", un récit/enquête sur une vie précaire

américains sur les prisons n'influence la classe politique française. Je trouve en effet qu'au lieu de faire preuve d'audace dans la résolution des questions carcérales (et en particulier de voter une grande loi moderne), nous sommes au contraire très conservateurs dans leurs approches.

Comment expliquez-vous que la France soit l'un des pays européens le plus à la traîne sur cette question ?

Vous savez la blague que l'on raconte au Parlement de Strasbourg ? « La France est le pays de la déclaration des droits de l'homme, pas de son application. » Tout est dit. Dans le « classement » européen, la France se situe derrière la Turquie ! Heureusement qu'il y a l'Union européenne pour servir de garde-fou, c'est-à-dire pour faire avancer la législation... Car c'est à Bruxelles, par exemple, que fut prise la décision du contrôle indépendant des prisons. Comme celle de permettre à des prisonniers d'avoir un avocat lorsqu'ils savent qu'ils vont au mitard. Sans l'Europe, nous aurions encore vingt ans de retard.

Au fond, on se disculpe plus facilement parce que nous avons aboli la peine de mort et que nous avons pris la Bastille. Mais en réalité (et l'Observatoire que je préside est fait pour ça), on devrait s'indigner de l'état de nos prisons dans une société très répressive parce que très sécuritaire. Il faut remonter à Giscard pour voir un chef d'État visiter un pénitencier !

La gauche ne s'intéresse-t-elle pas à ces questions ?

Il s'est passé un drôle de phénomène que j'ai tenté d'analyser. Avant 1981, les militants de gauche étaient assez engagés sur ces questions. Et puis quand les socialistes sont arrivés au pouvoir, tout le monde a cru que l'État allait prendre le relais. Aujourd'hui, le résultat c'est qu'on ne trouve plus d'enseignants volontaires pour les cours d'alphabétisation. Alors que grâce à ces cours, les prisonniers avaient des réductions de peine.

Comment l'expliquez-vous ?

C'est un phénomène général. Beaucoup de gens ne se retrouvent plus dans les discours institutionnels qui traitent de la société d'aujourd'hui. C'était flagrant sur les retraites. Mais ça l'est également sur les sans-papiers, les précaires. Tout le monde est responsable. Et les militants de terrain sont les premiers à souffrir d'une absence de projet politique idéaliste, humaniste comme si le fait

d'avoir jadis gouverné nous oblige à être trop raisonnables. On sent bien que les associations sont dans la nasse, préoccupées à panser les plaies, mais elles ont besoin de voir loin pour envisager de changer les choses et militer. Deleuze² 2 disait que « la gauche ne devrait faire que du contre-pouvoir ». Moi je pense que c'est à la vie associative d'être le lieu des contre-pouvoirs.

Portez-vous le même jugement sur l'école ?

Pourquoi l'école échapperait-elle au malaise ? Je trouve que les enseignants ne s'interrogent pas assez sur eux-mêmes, sur leurs raisons d'être. Ils ne se connaissent pas. Et du coup se dévalorisent. Au lieu de se préoccuper des élèves pour qui l'école est destinée, préoccupons-nous des professeurs. De ceux qui restent dans l'institution et qui la tiennent. Il faut dépasser les discours syndicaux pour arriver une bonne fois pour toutes à comprendre ce qui marche... et ce qui ne marche pas.

Propos recueillis par Jean-Michel Djian Crédit photo : Patrick Normand/Temp machine

⁽²⁾ Gilles Deleuze, philosophe.